

Le Conseil international d'études canadiennes. Les accomplissements du passé et les défis à relever

Christopher Rolfe

J'aimerais présenter très brièvement le Conseil dont j'ai été Président, et le grand réseau de canadianistes que le Conseil soutient et encourage. C'est-à-dire, donner un bilan très bref de ses accomplissements et, par la suite, parler un peu de l'avenir. Il faut dire tout de suite que ce réseau est remarquable par son envergure et par son travail. Plus de 7000 personnes réparties aux quatre coins de la planète sont membres d'associations vouées à l'étude du Canada. Parmi elles, on compte des chercheurs de renom international, des enseignants de niveau universitaire et collégial, mais aussi – et ça me fait grand plaisir de le faire remarquer – un nombre croissant d'étudiants à la maîtrise ou au doctorat. Qui plus est, l'ensemble de ces canadianistes publie chaque année des centaines d'articles et d'ouvrages sur divers aspects de la société canadienne et organise autant de séminaires et de colloques.

Outre les activités d'enseignement, il y a une conséquence capitale du travail des canadianistes que je tiens à évoquer ici. Je cite les paroles de Serge Jaumain, qui écrivait dans le livre publié en 2006 pour marquer le 25^e anniversaire du Conseil:

Le regard informé des scientifiques étrangers, dégagés des débats internes de ce vaste pays qu'est le Canada et imprégnés d'autres références culturelles constitue une exceptionnelle contribution à l'étude du Canada. Elle permet de riches débats avec les chercheurs canadiens, elle ouvre de nouveaux horizons qui souvent débouchent sur de très intéressantes

analyses comparatives. Et qui plus est, des conférences organisées bien loin du Canada créent une dynamique originale qui peut déboucher sur des échanges entre chercheurs canadiens très différents de ce qu'ils pourraient être dans leur propre pays.¹

Tout ceci pour illustrer en quelque sorte l'intérêt du travail des canadianistes dont le nombre et la diversité géographique arrivent à étonner les Canadiens eux-mêmes!

Comme je viens de le mentionner, le Conseil international d'études canadiennes a célébré l'année dernière son 25e anniversaire. Et – bien qu'il soit malavisé et inconvenant de s'adresser des félicitations – c'est sûrement avec une fierté et une satisfaction bien réelles que le Conseil peut se targuer d'être depuis plus de 25 ans "au service des canadianistes partout dans le monde", pour me servir du slogan adopté pour l'occasion. En effet, il y a beaucoup de raisons de célébrer et de se réjouir. Et la moindre de celles-ci n'est pas, bien entendu, la plus grande sensibilisation culturelle, l'échange humaniste que la promotion des études canadiennes dans le monde suscite et renforce.

L'idée d'une organisation internationale qui réunirait des chercheurs en études canadiennes de différents pays a été lancée lors de la 5e conférence annuelle de l'Association d'études canadiennes aux Etats-unis en 1979. Cette idée se réalisera deux ans plus tard à Halifax, à la fin d'une conférence internationale réunissant entre autres les représentants de neuf régions du monde où les études canadiennes étaient en train de se structurer: Canada, Etats-unis, Grande-Bretagne, France, Japon, pays de langue allemande, Australie/Nouvelle Zélande et Irlande. Ce n'est guère étonnant que les premières années du Conseil – des années au cours desquelles il se structure progressivement – soient marquées par d'importants débats sur son avenir et son rôle dans la communauté des canadianistes. Les responsables s'interrogent sur la meilleure façon d'assurer

¹ Serge Jaumain. *Les Canadianistes*: le CIEC – 25 ans au service des études canadiennes. Ottawa: ICCS/CIEC, 2006, p. 12. Cet ouvrage, qui retrace avec éloquence l'histoire du CIEC depuis sa création, est vivement recommandé!

son avenir, ce qui pose la question des relations avec le Ministère des Affaires étrangères, question qui est encore d'une importance capitale. Depuis sa création, le Conseil avait bénéficié largement de l'aide financière du Ministère désireux de valoriser cette première organisation internationale de chercheurs en études canadiennes. Mais l'établissement par le Ministère d'une gamme de programmes d'aide aux études canadiennes, fait aussi du Conseil, une organisation sans but lucratif et dirigée par des universitaires, partenaires idéals pour entreprendre la gestion d'une partie de ces programmes. C'est donc en 1987 – il y a vingt ans – que le Conseil accepte de gérer ces programmes.

Je n'ai aucunement l'intention de poursuivre dans les moindres détails l'histoire du Conseil au cours des derniers 25 ans. Mais je tiens à souligner que 1987 marque un tournant majeur – “it was a landmark year”, comme on dirait en anglais – et indique, en quelque sorte le chemin que le Conseil va dorénavant poursuivre, surtout en ce qui concerne ses relations avec le Ministère des Affaires étrangères. Autre chose que je devrais peut-être souligner, c'est le fait que le développement de ses activités administratives intervient au moment même où la croissance des études canadiennes à travers le monde amène une succession de nouvelles associations nationales à faire une demande d'adhésion. Treize ans après sa fondation, le Conseil est passé de neuf à vingt membres (plus deux membres associés). Aujourd'hui, il est encore en expansion: deux associations Latino-Américaines frappent actuellement à sa porte.

Comme nous le savons, le Conseil a pour mandat celui de promouvoir les études, la recherche, l'enseignement et les publications universitaires sur le Canada dans toutes les branches du savoir. En effet il s'est construit autour de trois objectifs capitaux:

Assurer la promotion des activités scientifiques en études canadiennes;

Créer une communauté internationale de canadianistes;

Assurer la diffusion de l'information sur les études canadiennes.

Le Conseil ne s'est pas contenté d'apporter un soutien

aux conférences, aux publications et aux enseignements en études canadiennes dans les universités des pays représentés en son sein, mais il a également développé sa propre série de conférences, conférences qui réunissent Canadiens et étrangers, dont la dernière a porté sur le thème de *Canada Exposed/Le Canada à découvert* et a eu lieu à Ottawa en mai 2008.

La création et le développement de la Revue internationale d'études canadiennes s'inscrit dans la même perspective et permet aux canadianistes travaillant à l'extérieur du pays de faire connaître leurs travaux au Canada. La Revue, bilingue et multidisciplinaire, a été lancée sous la présidence de Jean-Michel Lacroix. Le premier rédacteur, Paul-André Linteau, voulait en faire l'une des publications de référence en études canadiennes et imposera dès le début un très haut standard de qualité, politique qui a vite porté des fruits.

C'est toujours pour remplir cette première mission de promotion que le Conseil a accepté de gérer les programmes (surtout mais non pas exclusivement en études canadiennes) dont j'ai déjà parlé. C'était en effet encore une façon de promouvoir les activités scientifiques des Canadianistes.

En ce qui concerne la création d'une communauté internationale, je tiens à attirer l'attention sur les divers bulletins d'information qui ont été mis en place pour permettre aux chercheurs d'entrer en contact avec les scientifiques d'autres pays et notamment, bien sûr, du Canada. *Contact*, le bulletin électronique du Conseil est de ce point de vue la plus importante réalisation, un moyen capital de diffusion de l'information et de prise de contact (ce qui en explique le titre!). Il assure une forte présence du Conseil sur la toile et permet le contact direct et indirect toutes les deux semaines avec des milliers de canadianistes à travers le monde. *Contact* est un outil des plus précieux et, j'insiste sur ce point, il est à disposition en ligne.

Le Conseil a aussi développé des liens avec l'autre association internationale qui vise, elle aussi, à constituer une communauté internationale de chercheurs mais dans le domaine plus spécifique des études québécoises. Je parle de l'Association internationale d'études québécoises. En 2003 les

deux associations ont signé un accord de coopération. Beaucoup de chercheurs travaillant sur le Québec – je compte parmi ce nombre – sont membres tout à la fois de l’AIEQ et de leur association nationale d’études canadiennes (d’ailleurs des structures organisationnelles facilitent cette cohabitation).

Finalement, quelques mots sur la diffusion de l’information sur les études canadiennes. Cette troisième mission s’appuie largement, il va de soi, sur les instruments que j’ai déjà évoqués. Je me permets toutefois d’attirer l’attention sur les petites brochures présentant les aspects pratiques des recherches sur le Canada, sur les conseils offerts par le Secrétariat, et surtout les brochures relatives aux programmes offerts ou gérés par le Conseil. Toute cette information se retrouvera aussi sur le site web du Conseil qui est en train d’être entièrement remanié et développé. Je suis heureux de pouvoir vous signaler que le Conseil a enfin pu embaucher un ‘Communications Officer’ (Agent de communications). Les communications, c’est-à-dire entre le Secrétariat, le Comité exécutif et les membres du Conseil, ainsi que les communications entre le Conseil et le Département des Affaires étrangères seront bientôt tout ce qu’elles devraient être.

Conscient du fait que les études canadiennes étaient en train de se transformer et de se redéfinir, le Conseil a décidé, il y a deux ans, d’organiser un forum pour discuter de la nature et de son avenir. Ce forum, qui a eu lieu à Edmonton en mai dernier lors de la dernière réunion annuelle des Directeurs, a acquis une importance et une urgence critiques lorsqu’il est devenu évident que le Ministère des affaires étrangères visait à repenser ses programmes d’études canadiennes dans le but de les rendre plus stratégiques et de les aligner avec les nouvelles priorités politiques et diplomatiques. Le forum a donc eu lieu et s’est avéré un grand succès, si je peux me permettre de le dire. Des discussions riches et engagées ont abouti à des recommandations solides et réalistes en ce qui concernait, par exemple, les jeunes canadianistes et comment assurer la relève, la mobilité, la promotion de la coopération et de la collaboration. Le Ministère a depuis fait connaître sa nouvelle approche vis-à-vis les études canadiennes et on peut constater

que certaines des recommandations proposées par le forum ont été prises en considération. On constate, par exemple, que la nouvelle approche réaffirme la valeur de certains programmes bien connus et fort appréciés (notamment les bourses de complément de spécialisation et les bourses de recherche).

Mais, à d'autres égards, la nouvelle approche introduit des changements radicaux. Tout d'abord, un nouveau titre a été adopté. Dorénavant, les programmes offerts par le Ministère seront connus sous le titre Understanding Canada/Comprendre le Canada. L'adoption d'un nouveau titre est très, très significative. Il y aura, cela va sans dire, des éléments nouveaux, dont quelques-uns très bienvenus. Ainsi, il y aura un nouveau programme de bourses pour les étudiants qui font un doctorat. Il y aura également un programme qui vise à faciliter les échanges d'étudiants et leur mobilité. Ces programmes répondent d'une façon très positive au besoin d'assurer la relève.

La nouvelle approche – et voici peut-être l'un des éléments les plus controversés – identifie des thèmes prioritaires qui comprennent:

- La paix et la sécurité;
- Le partenariat Canada-Etats-unis;
- Le développement économique;
- La démocratie;
- Les droits humains;
- L'environnement.

Du point de vue diplomatique, il est bien naturel que ces thèmes prioritaires occupent une position très en relief. Mais, du point de vue académique, c'est inévitablement une autre histoire. On craint, à juste titre, l'exclusion et la disparition de ces disciplines qui sont peu compatibles avec des priorités si spécifiques et qui privilègient les sciences sociales.

La nouvelle approche comprend aussi des procédures d'évaluation qui permettront au Ministère de juger à quel point le programme soutient et renforce ses objectifs et ses buts. La question qui se pose est, évidemment, comment évaluer quelque chose dont les résultats ne sont pas toujours ni immédiats ni concrets.

Je ne compte pas analyser en détail tout ce qui est proposé. Une documentation sur tous les changements sera distribuée. Je crois, pour ma part, qu'on peut accueillir ces changements avec un enthousiasme qualifié. C'est-à-dire, il y en a des éléments qui sont les bienvenus ou, au moins, acceptables. Mais, je crains – et c'est toujours le cas quand on introduit des changements radicaux – qu'il y ait des conséquences assez néfastes pour certains. Il y aura inévitablement des perdants. Je crains aussi – et ceci malgré toutes les assurances du Ministère – que la liberté académique ne soit compromise, sinon menacée plus gravement. Je crains surtout que la nouvelle approche soit incapable – et là j'ai recours à ma langue natale – de 'truly harness the enthusiasms' des canadianistes. Mais je ne veux pas conclure sur une note trop pessimiste. Certes, les défis sont grands mais je suis persuadé que si on leur fait face avec vigueur, avec détermination, et avec un sentiment de solidarité, les études canadiennes auront un avenir riche et enrichissant.

